

INFO-PEP

Volume 4, Numéro 1, mai 2007



www.pep-net.org

LE MOT DES CODIRECTEURS

RÉSULTATS DE RECHERCHE

NOUVELLES

ÉVÈNEMENTS

NOUVELLES SUBVENTIONS DE RECHERCHE

NOUVEAUX CAHIERS DE RECHERCHE

PORTRAITS

À PROPOS DE PEP

LE MOT DES CODIRECTEURS

Le Réseau PEP a connu une intense période d'activités depuis la dernière parution, le 26 octobre 2006, du Bulletin d'Informations PEP Talk. Plusieurs de ces activités sont brièvement présentées dans les Nouvelles des sous-réseaux contenues dans les pages qui vont suivre. S'agissant de l'ensemble du Réseau, cette période a été marquée par bon nombre d'événements majeurs.

Pour commencer, le Réseau PEP s'est intensément consacré aux préparatifs de sa dernière phase d'activités qui s'étendra sur une période de quatre ans pour compter de la fin de cette année. Cette troisième phase d'activités comportera de nombreux développements nouveaux et importants qui seront présentés dans la prochaine édition du Bulletin PEP Talk. Le Réseau PEP a, à cet effet, énormément bénéficié d'une évaluation externe approfondie et globale faite par Michael Ward, Tchabouré Aimé Gogué et Mario Lamberte.

Au cours de la prochaine phase d'activités, il s'agira de conjuguer des efforts pour diversifier considérablement et étendre les sources de financement du Réseau PEP. Une étape majeure dans ce sens a été franchie avec la conclusion d'une principale initiative conjointe de recherche sur l'évaluation de l'impact des politiques d'investissement en capital humain, présentée ci-dessous et financée par AusAID avec un budget de 1.1 million de dollars canadiens et pour une période de trois ans et demi.

El Grupo de Analisis para el Desarrollo (GRADE) et Universidad del Pacifico (UP) seront les organisateurs hôtes de l'Assemblée générale 2007 du Réseau PEP qui se tiendra à Lima, au Pérou, du 9 au 16 juin 2007. Le programme des travaux prévoit deux conférences internationales intitulées : « Commerce et Pauvreté » et « Réalisations des ODM ». Cette Assemblée générale est conjointement financée par la Inter-American Development Bank (Banque Interaméricaine de Développement (BID-IDB), le Network on Income and Poverty (Le Réseau sur le Revenu et la Pauvreté – NIP), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) la Corporation Andina de Fomento (CAF) et le Ministerio de Economía y Finanzas (Le Ministère de l'Économie et des Finances – MEF).

C'est un plaisir que d'annoncer l'expansion du Bureau du Réseau PEP à travers le recrutement d'une nouvelle assistante administrative en la personne de Awa Diop. Bienvenue au sein du Réseau !

RÉSULTATS DE RECHERCHE

Modélisation des Impacts liés au Genre et inhérents aux Réformes économiques au Pakistan

Rizwana Siddiqui, Chercheur Economiste, Pakistan Institute of Development Economics (Institut Pakistanais d'Économie pour le Développement) Islamabad, Pakistan

Au Pakistan, les femmes sont moins nourries, moins mobiles, moins autonomes, occupent des emplois moins rémunérés (même avec un niveau d'instruction équivalent à celui des hommes), et gagnent moins d'argent que les hommes. Dans de telles conditions, il y a lieu de s'attendre à ce qu'un cadre politique macroéconomique manifestement neutre par rapport aux questions relatives au genre accentue les préjugés défavorables à l'égard des femmes.

Des modèles d'équilibre général calculable intégrant les différences entre les hommes et les femmes et récemment développés procèdent à l'analyse de l'impact de la libéralisation du commerce en mettant un accent particulier sur le volet production de l'économie, en raison du manque de données désagrégées relatives à la consommation des ménages. La présente étude fait valoir que la fonction de consommation per capita peut donner lieu à des résultats biaisés et voiler le coût supporté par les femmes en termes de consommation prévisible.

Pour surmonter ces contraintes, une estimation du facteur de distribution a été faite sur la base des données sur les ménages, de même qu'un modèle d'équilibre général calculable intégrant le volet genre a été construit pour le Pakistan, qui tient compte, non seulement des activités lucratives et des activités non lucratives (activités ménagères et de loisirs), mais aussi des allocations intra-ménages de ressources, qui permettent de réaliser une étude globale des dimensions genre de l'impact des réformes économiques. Trois mesures de pauvreté, à savoir : l'indice monétaire FGT, la mesure des capacités (mortalité infantile et taux d'alphabétisation) et la mesure de la durée relative de la pauvreté, sont utilisés pour déterminer si la libéralisation du commerce et les réformes fiscales affectent différemment ou non les hommes et les femmes.

Le modèle est mis en oeuvre en se basant sur les données de 1990 dérivant d'une matrice de comptabilité sociale (MCS) sensible à la problématique hommes-femmes et construite pour les besoins de la présente étude. Cette MCS comporte quelques nouvelles particularités, notamment des ajustements concernant les revenus salariaux des ouvriers travaillant à leur propre compte et la prise en compte non seulement du travail non rémunérateur mais aussi du travail lucratif déguisé des femmes.

Les résultats de l'étude révèlent qu'en ce qui concerne la répartition heures de travail – heures de loisirs, les femmes consacrent 80% de leur temps au travail (40% pour les travaux ménagers et 40% pour le travail rémunérateur) et 20% seulement aux activités de loisirs, tandis que les hommes, eux, consacrent 60% de leur temps au travail (50% pour le travail rémunérateur et 10% pour les travaux ménagers) et 40% aux activités de loisirs. Les mêmes résultats révèlent en outre que la répartition intra-ménages des ressources ne favorise pas les femmes. Ces résultats diffèrent cependant entre les ménages nantis et les ménages démunis, et en fonction des produits ou denrées en présence.

Les résultats de la simulation faite révèlent que la libéralisation du commerce et la réduction des dépenses publiques sont toutes deux favorables aux riches. Parmi les ménages pauvres, les femmes – qui constituent le groupe le plus vulnérable de la population – sont les plus négativement affectées, tandis que les hommes constituent le groupe le plus pénalisé au sein des ménages riches. Il y a lieu de conclure sur cette base que la prospérité permet de réduire la discrimination envers les femmes.

La libéralisation du commerce se trouve être à la base de l'accroissement de la pauvreté dans les zones rurales et de la réduction de celle-ci dans les zones urbaines. Au Pakistan d'une manière générale, l'incidence de la pauvreté (nombre de personnes pauvres) diminue, alors que la profondeur (écart de pauvreté) et la sévérité de la pauvreté augmentent. Une réduction des dépenses publiques permet de réduire la pauvreté par tous les moyens au Pakistan.

En dépit de la régression de l'incidence de la pauvreté au cours des deux exercices, la composition du volet genre au sein des couches pauvres connaît des changements dans la plupart des ménages. Sous l'effet de la libéralisation du commerce, la pauvreté observée chez les femmes croit par rapport à celle observée chez les hommes dans les ménages relativement pauvres, et diminue dans les ménages riches, entraînant ainsi une augmentation de la pauvreté relative globale chez les femmes au Pakistan. Toutefois, la pauvreté relative chez les femmes demeure constante en cas de réduction des dépenses publiques.

Au cours de ces deux exercices, la durée de la pauvreté féminine par rapport à la pauvreté masculine a augmenté dans les zones rurales et régressé dans les zones urbaines, entraînant un accroissement général de la durée de la pauvreté relative observée chez les femmes au Pakistan. La pauvreté en termes de capacités augmente chez les hommes et les femmes au Pakistan. Les femmes sont les plus négativement affectées, comme l'attestent les mesures prises en se basant sur le taux d'alphabétisation. Les réductions des dépenses publiques ont également augmenté la pauvreté en termes de capacités davantage chez les femmes que chez les hommes, tant dans les zones urbaines et rurales du Pakistan que sur l'ensemble de ce pays.

Avec des ressources fixes, une amélioration du pouvoir de négociation des femmes entraîne une amélioration de leur statut, au détriment, cependant, du bien-être des hommes. En conséquence, l'écart entre les sexes se trouve réduit.

La présente étude aboutit à la conclusion selon laquelle la prospérité et le niveau d'instruction contribuent à la réduction des écarts entre les sexes quelque soit la mesure utilisée pour le faire, à savoir

sur la base d'indicateurs monétaires, de capacités ou de la durée dans le temps.

Le présent travail a été réalisé grâce à une subvention octroyée par le Réseau de Recherche sur les politiques Économiques et Pauvreté (PEP), financé par le Centre de Recherche en Développement International (CRDI), et il a été publié comme **cahier de recherche MPIA 2007-13**.

Impacts du plan de libéralisation commerciale de la CEDEAO sur la pauvreté au Nigeria

Manson Nwafor, chercheur, African Institute for Applied Economics, Enugu, Nigeria

Alors que le Nigeria fournit de sérieux efforts pour libéraliser le commerce et s'ouvrir davantage aux investisseurs, plus de la moitié de sa population vit en deçà d'un dollar par jour. Qui plus est, la proportion des couches pauvres de la population est passée du simple au double au cours des trois dernières décennies. Ceci indique que le problème de la pauvreté se pose avec de plus en plus d'acuité. Compte tenu des préoccupations et des expériences de certains pays par rapport aux impacts de la libéralisation du commerce sur la pauvreté, une étude a été menée pour confirmer si une telle mesure serait favorable aux pauvres.

Depuis quelques années, le Gouvernement Nigérian s'est engagé à adopter progressivement les tarifs à l'importation pratiqués par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), conformément au plan de libéralisation commerciale de cette institution (TLS). Adopté vers la fin de l'année 2005, le TLS qui constitue l'une des mesures visant à promouvoir l'intégration économique de la sous-région Afrique de l'Ouest, implique la suppression des tarifs douaniers sur les échanges commerciaux au sein de la CEDEAO, et à l'instauration d'un Tarif Extérieur Commun (TEC), avec les autres pays de la CEDEAO. D'autres regroupements, accords et conventions préconisent également une réduction des tarifs (barrières commerciales non tarifaires y compris) par le Nigeria et les autres pays. Il s'agit entre autres de la Convention Afrique-Caraïbes-Pacifique–Union Européenne (ACP-UE), du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Mondiale (BM) et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Toutefois, rien ne permettait de présager des effets futurs de la libéralisation commerciale de par le caractère non explicite des études antérieures portant sur les effets de la pauvreté, ni de ceux du plan de libéralisation commerciale de la CEDEAO en tant que train de mesures économiques. Les données de l'enquête 2002-2003 auprès des ménages et le modèle économique nigérian ont servi à aborder ces questions. Les résultats de l'étude menée révèlent que les secteurs les plus favorablement affectés sont les secteurs à forte consommation de capitaux qui permettent par conséquent un accroissement du revenu au fil du temps tandis que les recettes foncières et les revenus du travail enregistrent une baisse. Cette situation a des effets positifs sur les ménages en milieu urbain et des effets négatifs sur les ménages en milieu rural du fait que ces derniers dépendent essentiellement des recettes foncières et du revenu du travail. Il s'ensuit que la pauvreté en milieu urbain régresse dans le court et le long termes, tandis que la pauvreté en milieu rural enregistre un accroissement au cours de ces deux périodes. Pour que la libéralisation du commerce soit favorable aux pauvres, il importe que des politiques visant une amélioration du secteur agricole soient mises en œuvre avant et concomitamment avec cette dernière. Ce n'est qu'ainsi que les zones rurales qui tirent l'essentiel de leurs revenus du secteur agricole pourront réagir de manière plus positive à la libéralisation du commerce.

Un séminaire national de sensibilisation a été organisé au terme de l'étude susmentionnée avec le concours de la Banque Centrale du Nigeria. Les parties prenantes des secteurs privé et public dont le Ministère en charge des Finances et la Chambre de Commerce ont pris part à ce Séminaire. Parmi les principales questions qui y ont été abordées figuraient la nécessité de bien planifier la libéralisation commerciale parallèlement aux autres réformes souhaitées, la mise en application de la réglementation d'origine relative aux accords commerciaux, et la réflexion sur les voies et moyens permettant aux agriculteurs de tirer profit de la libéralisation du commerce.

Le présent travail a été réalisé grâce à une subvention octroyée par le Réseau de Recherche sur les Politiques Économiques et Pauvreté (PEP), financé par le Centre de Recherche en Développement International (CRDI), et il a été publié comme **cahier de recherche MPIA 2007-16**.

Mesure et sources de l'inégalité des revenus entre les ménages en milieu rural et en milieu urbain au Nigéria

Abayomi Samuel Oyekale, Chargé de cours à l'Université d'Ibadan

L'édification d'une société égalitaire, sans pauvreté ni inégalités, est demeurée l'objectif majeur des derniers plans de développement du Nigeria. Les gouvernements qui s'y sont succédés ont à cet effet

adopté des mesures politiques visant à accroître le bien-être et l'équité. Les efforts ainsi consentis sont d'autant plus louables que ce pays riche en gisements de pétrole a connu une croissance en dents de scie, une baisse des revenus par habitant, et enregistré des indicateurs sociaux relativement défavorables.

La présente étude a procédé à la décomposition des sources de l'inégalité des revenus à partir des différentes sources de revenus et des caractéristiques socio-économiques des ménages en exploitant les données de la 2004 National Living Standard Survey (Enquête de 2004 sur le niveau de vie à l'échelon national - NLSS) collectées par le National Bureau of Statistics (Bureau National de la Statistique - NBS). L'étude établit en outre le lien empirique entre l'inégalité et la pauvreté.

Les résultats obtenus révèlent un indice Gini d'inégalité d'une valeur de 0,58, ce qui indique que l'inégalité de revenus au Nigeria est encore très importante. Cette inégalité est par ailleurs beaucoup plus importante dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Sur le plan de la répartition en zones géopolitiques (GPZ), l'inégalité des revenus atteint le degré le plus élevé dans le Sud-Est du pays, et le moins élevé dans le Sud-Ouest. En outre, le revenu global est largement tiré de l'emploi rémunéré, du secteur non agricole et de l'agriculture.

Dans les zones urbaines et rurales, les revenus tirés de l'emploi rémunéré contribuent à accroître l'inégalité observée dans les revenus, alors que les revenus agricoles permettent de la réduire. Toutefois, les revenus non agricoles participent de la réduction de l'inégalité dans les zones urbaines, tandis qu'ils contribuent à son accroissement dans les zones rurales. Dans toutes les zones de répartition géopolitiques (GPZ), les revenus tirés de l'emploi rémunéré accroissent l'inégalité des revenus, tandis que les revenus agricoles permettent de la réduire. Par ailleurs, les revenus non agricoles contribuent à réduire l'inégalité des revenus dans le Nord-Est, le Centre Nord, le Sud-Ouest et le Sud-Est du pays.

Avec la décomposition fondée sur la régression, l'inégalité des revenus enregistre un accroissement en fonction de la taille du ménage, du niveau d'instruction élémentaire, de la résidence dans les agglomérations urbaines, du nombre de fois où les membres du ménage sont tombés malades, du statut matrimonial, des transferts de fonds, de l'embauche pour des emplois rémunérés, de l'engagement à des emplois dans les secteurs non agricoles, de l'accès au crédit, et de la résidence dans les zones de répartition géopolitiques (GPZ) localisées dans le Sud et le Sud-Ouest tandis que l'engagement à des activités agricoles permet de réduire l'inégalité observée dans les revenus.

La décomposition (dynamique) de la pauvreté dynamique révèle qu'entre 1998 et 2004, le nombre de pauvres décomptés s'est accru de 1,93% dans les zones urbaines, et de 14,5% dans les zones rurales. Dans les zones rurales, l'accroissement et la répartition des revenus ont tous deux contribué à l'accroissement de la pauvreté, tandis que dans les zones urbaines, l'accroissement des revenus s'est avéré être à la base de la réduction de la pauvreté, tandis que la répartition des revenus contribuait à son accroissement. Au niveau des zones de répartition géopolitiques (GPZ), ce n'est que dans le Nord-Ouest que la répartition des revenus aura revêtu des impacts négatifs sur la pauvreté, tandis que l'accroissement des revenus réduit la pauvreté uniquement dans les zones de répartition géopolitiques (GPZ) localisées dans le Nord-Est et Sud-Ouest.

L'étude recommande que des efforts soient déployés pour garantir une répartition équitable des revenus, et qu'un accent particulier soit mis sur le développement des infrastructures sociales de base, afin de faciliter l'accès à l'éducation et aux services financiers et de santé. Ceci entraînerait une réduction des migrations des zones rurales vers les zones urbaines qui, en d'autres circonstances, participent de l'accroissement des inégalités. Les couches pauvres profiteraient alors en termes d'emploi, d'un régime de bien-être pour les personnes à faibles revenus. Pour rendre les activités non agricoles bénéfiques ou profitables aux couches pauvres, des programmes durables de promotion des petites entreprises devraient être élaborés. Par ailleurs, les activités de la National Directorate of Employment (Direction Nationale de l'Emploi -NDE) ne devraient pas cibler les jeunes ruraux. En outre, des campagnes intensives de planification familiale devront être encouragées, surtout au sein des populations rurales, afin de limiter la croissance démographique. La promotion de l'éducation chez les pauvres devrait revêtir un caractère prioritaire afin d'accroître leurs chances de gagner de l'argent. Enfin, des programmes de transfert visant à procurer une assistance financière particulière aux couches pauvres devront être envisagés.

Le présent travail a été réalisé grâce à une subvention octroyée par le Réseau de Recherche sur les Politiques Économiques et Pauvreté (PEP), financé par le Centre de Recherche en Développement International (CRDI), et il a été publié comme **cahier de recherche PMMA 2006-20**.

Pauvreté et Inégalité en Tunisie : Une Approche non monétaire

Mohamed Ayadi, Tunisie, professeur, Université de Tunis, Tunisie

Une récente étude sur la pauvreté et l'inégalité en Tunisie selon une approche non monétaire a affirmé la robustesse de cette nouvelle méthode d'investigation pour l'analyse de la pauvreté et de l'inégalité. Elle a montré une baisse significative des niveaux de la pauvreté durant les années 90 avec un certain fléchissement suite aux années de sécheresse (1993, 1994, 1995). Une forte baisse des inégalités, a été, également, constatée durant la période 1988/2001. L'indice de l'inégalité absolu est passé de 0.34 à 0.22.

Menée par un groupe des chercheurs tunisiens, cette étude publiée récemment dans la série de cahiers de recherche PEP, révèle que la pauvreté dans ce pays d'Afrique du Nord est un phénomène essentiellement rural. Ainsi, 70 % des pauvres résidant dans les régions rurales, et plus particulièrement dans la région du Centre-Ouest du pays. Il ressort également que les niveaux de pauvreté ont baissé pour toutes les régions et tous les milieux, cependant les souches de pauvreté sont restées les mêmes entre 1988 et 2001.

Cette étude a permis d'analyser les phénomènes de la pauvreté et de l'inégalité à partir d'un nouvel angle et d'intégrer de nouvelles dimensions de privation jusque là ignorées dans les précédentes études. Cependant un deuxième atout est à mettre dans l'actif de cette étude, elle ne se limite pas à mesurer les niveaux de pauvreté globales ou par région, elle identifie aussi les sources de pauvreté et d'inégalité.

Les auteurs de cette étude, qui se sont appuyés sur trois enquêtes, révèlent que l'amélioration de niveau de vie et la réduction de niveau de pauvreté dans ces régions nécessitent une nette amélioration des conditions de vie (accès au logement, raccordement aux réseaux d'assainissement, d'eau potable, d'électricité etc.....)

Ayant choisi un indice composite de bien-être (ICBE) qui prend en considération les actifs détenus par le ménage (radio, TV, cuisinière, téléphone, eau, toilette, type de logement etc.....), les chercheurs ont adopté une approche multidimensionnelle et non monétaire dans l'analyse de la pauvreté.

Comme toute approche non monétaire, cette analyse a permis de proposer des mécanismes pratiques à mettre en place pour réduire d'une manière efficace la pauvreté. En effet les critères choisis pour l'identification des pauvres sont plus tangibles. Il est plus facile de voir le type de logement, le branchement au réseau sanitaire que de mesurer le revenu exact d'un ménage.

Le groupe de chercheurs émet deux recommandations pour les décideurs de politique économique en Tunisie. Il s'agit, tout d'abord, de l'adoption d'un indicateur composite pour les analyses de la pauvreté. Cet indice aidera les décideurs à mieux évaluer les actions sociales entreprises en faveur des pauvres et notamment dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie.

La deuxième proposition suggère une politique de ciblage à double dimension. Il s'agit d'un ciblage par source, c'est-à-dire viser les composantes de l'ICBE, et par région géographique.

De point de vue méthodologique cette étude s'inscrit dans une nouvelle approche d'analyse des niveaux de bien être des ménages.

L'analyse de la pauvreté et de l'inégalité utilise un indicateur de niveau de vie des ménages afin de distinguer les pauvres des non pauvres ou de mesurer les niveaux d'inégalité qui affectent l'ensemble des ménages. Toutes les études de la pauvreté et de l'inégalité en Tunisie ont utilisé le revenu comme seul indicateur du niveau de vie. Cependant cette approche est de plus en plus critiquée. La faiblesse du revenu n'est pas le seul facteur dont dépend la privation des ménages. Le bien être est rattachée, entre autres, aux capacités qu'a l'individu de subvenir à certains besoins fondamentaux comme le fait d'être adéquatement logé, adéquatement nourri ou adéquatement instruit. Amartya Sen, prix Nobel d'économie, argumente que si le revenu est instrumentalement important, les autres mesures de bien être sont intrinsèquement importantes. La PNUD a intégré cette nouvelle dimension pour évaluer les niveaux de vie de la population et a défini un ensemble d'indicateurs non monétaires tel que l'IDH. L'étude mentionnée ci-dessus définit un nouvel indicateur qui corrige le problème des choix ad hoc lors de la construction de l'IDH. L'ICBE utilise des pondérations plus adéquates.

Le présent travail a été réalisé grâce à une subvention octroyée par le Réseau de Recherche sur les Politiques Économiques et Pauvreté (PEP), financé par le Centre de Recherche en Développement International (CRDI), et il a été publié comme **cahier de recherche PMMA 2007-05**.

NOUVELLES

Lancement d'une initiative de recherche sur l'évaluation d'impact de politique (PIERI) avec un financement d'AusAID

Grâce à des efforts conjugués de l'équipe des experts internationaux et à l'appui financier pourvu par l'*Australian Aid Agency*, six stratégies politiques seront mises en œuvre à titre expérimental entre 2007 et 2010 par des équipes de chercheurs des pays en développement à travers le monde. Ceci permettra de procéder à l'évaluation des impacts des diverses politiques et des programmes visant à accroître le capital humain dans les zones urbaines.

Raison d'être des évaluations

Avec le passage à des systèmes fondés sur le marché, de nombreux pays procèdent à la conception et à la mise en œuvre de politiques sociales ciblant des populations particulières, à l'instar de la protection sociale des couches pauvres de la population, des programmes de formation professionnelle pour les jeunes et les sans emploi, et des programmes de développement de l'agriculture conçus pour les agriculteurs. Les décideurs et autres responsables politiques, les bailleurs de fonds et les contribuables sont soucieux de savoir si l'argent est judicieusement dépensé. Le fait de procéder à des évaluations permettrait par conséquent de répondre à des questions importantes comme celles-ci :

Quel est l'impact relatif de ce programme sur les participants?

Quel type d'impact résulterait du fait que davantage de personnes soient éligibles pour ce programme?

Quel serait l'impact relatif si ce programme devenait accessible à tous ?

Qui tire le plus profit de ce programme?

Certaines personnes sont-elles écartées de ce programme?

D'autres personnes tirent-elles indûment profit de ce programme ?

Y-a-t-il lieu d'obtenir les mêmes impacts à moindre coût ?

En définitive, les évaluations peuvent contribuer à susciter un soutien politique en faveur de la poursuite ou de l'expansion d'un programme donné, et même de s'intégrer dans la conception d'un mode d'intervention et contribuer à l'amélioration de ce programme.

Le bien-fondé des expérimentations

Des évaluations rigoureuses des interventions des pouvoirs publics s'imposent. Des expérimentations menées sur le terrain, tout comme les expériences médicales contrôlées, fournissent les preuves les plus convaincantes. L'objectif poursuivi par la recherche en matière d'évaluation aujourd'hui consiste à comparer, autant que possible, les groupes de non-participants qui se trouvent être identiques aux groupes des participants – avec la seule différence que ceux-ci ne font l'objet d'aucune analyse. C'est en effet précisément ce que permet une expérimentation au cours de laquelle il est demandé au hasard à certaines personnes et pas à d'autres, de se soumettre à l'analyse. C'est ce qu'il y a de plus « hypothétique » !

Quelles leçons peut-on tirer des expérimentations menées dans différents pays?

L'avantage que présente la série des projets d'évaluations axés sur un thème unique réside dans le fait qu'elle permet de distinguer et de comparer les divers résultats dans le but d'obtenir des résultats globaux, et d'identifier les particularités de chaque pays. La série d'expérimentations menées contribue pour cette raison à l'accumulation des connaissances relatives aux réactions comportementales par rapport aux mesures incitatives intégrées dans les programmes.

La raison d'être de l'importance accordée aux stratégies d'accroissement du capital humain dans les zones rurales

L'éducation et la santé sont valorisées par les individus à travers le monde, pour eux-mêmes et pour leurs familles, tandis que les décideurs et autres responsables politiques les valorisent en raison du fait que seule une population bien formée et en bonne santé est capable de créer des richesses. Compte tenu de ce fait, le capital humain se trouve au centre des objectifs de développement pour le millénaire (ODM) et de toutes les autres stratégies de réduction de la pauvreté conçues et mises en œuvre à travers les pays en développement. Il est évident que sans la santé et l'éducation, la sévérité de la pauvreté s'accroît particulièrement dans les zones rurales.

Pourquoi la recherche doit-elle être menée par les chercheurs des pays en développement avec l'appui technique et financier conjoint du Réseau PEP et de l'AusAID?

Les résultats des évaluations peuvent également inspirer des stratégies au-delà des frontières nationales. Leur valeur en tant que bien public justifie le financement des évaluations à l'aide des ressources autres que celles disponibles dans le pays. Mais alors, qui est censé procéder aux évaluations? Les administrateurs du Programme chargés de mener des évaluations internes, bien que très aptes intellectuellement, pourraient être bien tentés d'insister sur les impacts positifs. Par contre, tout en restant éventuellement plus objectifs, les experts internationaux pourraient manquer de connaissances approfondies relatives au programme et à son environnement contextuel. Les chercheurs des pays en développement sont généralement les mieux indiqués pour procéder à des évaluations de programmes tant ils font montre d'autant de connaissances que les administrateurs du programme tout en demeurant aussi impartiaux que les experts internationaux. Lorsqu'ils sont bien formés et pourvus des ressources nécessaires pour réaliser ces évaluations, ils peuvent valablement contribuer au processus de prise de décisions. Une équipe d'experts internationaux venus de l'Australie, du Canada, du Pérou et des États-Unis d'Amérique assurera l'appui scientifique nécessaire.

Quelques détails importants relatifs à l'Initiative PIERI:

- Doté d'un budget total de CAN \$1, 284,000, dont une généreuse contribution de CAN \$1,104,000 provenant de AusAID, l'Initiative PIERI assurera le financement des six expérimentations sur le terrain qui permettront de procéder à l'évaluation des impacts du capital humain qui permet d'accroître le nombre d'interventions réalisées à travers le monde.
- Grâce à des financements supplémentaires provenant d'autres bailleurs de fonds, la première phase de l'Initiative PIERI pourrait être suivie par d'autres phases consacrées à d'autres types d'interventions axées sur la pauvreté et revêtant un caractère pertinent pour les décideurs et autres responsables politiques à travers le monde.

Nouvelles CBMS

Activités au sein du réseau CBMS

La Commission Economique et Sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP – ONU) abrite une Réunion du Groupe des Experts chargés d'adapter les ODM aux besoins des communautés locales en utilisant le système CBMS

La Commission Economique et Sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP – ONU) a abrité le 28 novembre 2006 à Bangkok une réunion du Groupe des Experts chargés d'adapter les objectifs de développement pour le millénaire (ODM) aux besoins des communautés locales en utilisant le Système de Suivi Communautaire (CBMS). L'Honorable Datu Zamzamin Ampatuan, ancien Président du Comité Pauvreté de la CESAP-ONU, et actuellement Administrateur de la Southern Philippines Development Authority (SPDA), et l'Honorable Joel Reyes, Gouverneur de la Province de Palawan, conduisaient ce groupe d'experts qui a eu à partager son expérience et son savoir-faire au cours de cette rencontre. Dr Celia Reyes et Mlle Anne Bernadette Mandap du Réseau PEP-CBMS, Dr. Sudarno Sumarto, Directeur Exécutif du SMERU et Chef de l'Equipe CBMS de l'Indonésie, Dr Vu Tuan Anh, Directeur-Adjoint du SEDEC et Chef de l'Equipe CBMS du Vietnam, ainsi que Phonesaly Souksavath et Rolando Londonio, respectivement Directeur-Adjoint du NSC-Lao PDR, Directeur du Programme CBMS et Responsable chargé de la Coopération à Pasay City aux Philippines, participaient également à cette rencontre.

Cette réunion avait pour but de faire de précieuses contributions et de formuler des recommandations utiles aux participants de la Réunion du Comité Pauvreté de CESAP prévue du 29 novembre au 1er décembre 2006. Les résultats présentés au cours de cette rencontre des experts revêtent une grande importance par rapport au suivi des objectifs de développement pour le millénaire (ODM) et au développement du secteur informel. En effet, s'agissant de ce dernier secteur, les experts ont relevé que la quasi-indisponibilité des informations officielles y afférentes a rendu assez difficile toute évaluation de l'impact des diverses interventions en matière de politiques sur leurs activités.

A cet égard, le système CBMS est considéré comme le principal outil de collecte de données au niveau local. Ces données sont destinées à compléter les données statistiques officielles à travers la réalisation de recensements des ménages. Etant donné qu'il couvre l'ensemble des ménages de la communauté, le système CBMS est aussi à même de couvrir toutes les activités du secteur informel. Dans le même temps, ce système encourage la participation des membres de la communauté au processus de

collecte et de validation des données, dont celles relatives aux indicateurs des objectifs de développement pour le millénaire (ODM). Les données ainsi collectées permettent aux administrations locales de mettre efficacement en œuvre les stratégies ciblées qui permettraient d'atteindre les ODM tout en encourageant l'appropriation de ceux-ci par les communautés et les administrations locales.

Entre-temps, le Comité Pauvreté a également relevé que le système CBMS pourrait jouer un rôle majeur dans l'atteinte des objectifs de développement pour le millénaire (ODM) au niveau local. En effet, il a noté avec satisfaction la contribution du système CBMS à la fourniture de données désagrégées sur les indicateurs des ODM aux décideurs et responsables politiques des Philippines. Le Comité s'est également montré préoccupé par le fait que les écarts et autres disparités observés entre les données entravaient, aux niveaux national et régional, l'évaluation des progrès enregistrés dans le cadre de l'atteinte des objectifs de développement pour le millénaire (ODM). Bien plus, l'absence de données infranationales a rendu difficile l'évaluation des disparités entre les sous-groupes. Le Comité a admis que le système CBMS peut compléter les activités officielles de collecte des données des bureaux nationaux de statistiques et améliorer la disponibilité des indicateurs au niveau local. Il a également convenu de ce que l'adaptation des ODM aux besoins des communautés locales grâce au système CBMS contribuerait à intégrer les objectifs dans les stratégies nationales de développement. Aussi le Comité a-t-il exhorté les autres pays en développement à initier et à mettre en œuvre des systèmes novateurs similaires qui permettraient d'adapter les objectifs de développement pour le millénaire (ODM) aux besoins des communautés locales.

Appel de propositions de recherche dans le cadre du Réseau CBMS

Le Réseau de recherche CBMS invite les pays en développement, à l'exception de ceux au sein desquels les activités dudit Réseau sont en cours, notamment le Bangladesh, le Bénin, le Burkina Faso, le Cambodge, le Ghana, l'Inde, l'Indonésie, le Laos, le Népal, le Pakistan, les Philippines, le Sénégal, le Sri Lanka et le Vietnam, à soumettre des projets de mise au point et d'institutionnalisation des systèmes de suivi communautaires dans leurs propres pays. Chaque subvention est censée couvrir les phases de conception et les phases pilotes dans les pays concernés. En dehors de l'appui financier qui sera pourvu aux bénéficiaires, ces derniers auront l'opportunité de participer aux séminaires de formation et aux conférences annuelles des réseaux CBMS et PEP, de même qu'ils auront accès aux bases de données du Réseau CBMS et bénéficieront de l'assistance technique de son équipe de conseillers techniques.

Les institutions désireuses de bénéficier de ces subventions voudront bien soumettre leurs projets de recherche à l'équipe de coordination du Réseau CBMS pour un examen initial. Les projets de recherche du Réseau CBMS sont classés en deux catégories :

- projets de mise au point et d'expérimentation à titre pilote d'un système de suivi CBMS, et
- projet d'expansion et d'institutionnalisation d'un système de suivi CBMS.

Les projets de recherche peuvent être soumis à l'équipe de coordination du sous-réseau CBMS aux adresses électroniques : mimap@dls-csb.edu.ph et reyesc@dls-csb.edu.ph.

Pour plus de détails au sujet des directives relatives à la soumission des projets de recherche, bien vouloir consulter la rubrique CBMS sur le site Internet du Réseau PEP, à savoir : www.pep-net.org.

CBMS-Tanzanie

Marche à plein rendement des activités

La mise en œuvre du Réseau CBMS en Tanzanie ne date que de huit (8) mois. Pourtant, de nombreuses activités y ont déjà été exécutées en très peu de temps. Les activités ci-après y ont en effet été entreprises.

Activités préparatoires

L'équipe du projet a procédé à la connexion en réseaux des principales personnes et organisations pressenties pour être impliquées dans le projet, aux fins de les informer au sujet des activités de ce dernier et du rôle qu'elles sont appelées à jouer.

Réalisation des enquêtes

La collecte des données a été réalisée grâce à deux outils, à savoir : le questionnaire destiné aux ménages et les questionnaires officiels destinés aux villages/circonscriptions administratives. Les entrevues ont été menées par un ensemble de 24 agents recenseurs, avec le concours des chefs des communautés

et sous la supervision de l'équipe du Réseau CBMS. Près de 5.000 ménages ont été soumis à ces entretiens (2.423 dans la circonscription administrative de K/Ndege et 2.478 dans le village de Nala). Les questionnaires officiels destinés aux villages et aux circonscriptions administratives ont également été administrés aux chefs ou aux dirigeants des communautés sous la supervision des membres de l'équipe du projet.

Compilation et traitement des données

Tous les 5.000 questionnaires administrés ont été contrôlés et vérifiés par vingt (20) dirigeants issus de chacune des régions. Après la vérification des données, les agents recenseurs de chaque région ont procédé au relevé manuel et au décompte desdites données.

Analyse des résultats de l'enquête

L'effort le plus éprouvant de tout cet exercice avait trait à la détermination du seuil de pauvreté de chacune des communautés, et de la proportion des ménages pauvres dans les zones d'intérêt de l'étude. Cette opération a été menée sur la base des dépenses de consommation par habitant, conformément à la définition adoptée à l'échelon national. Toutefois, le seuil de pauvreté adopté en Tanzanie sur la base des premiers résultats était de l'ordre de 1.400 shillings tanzaniens (soit 0,78USD) par jour et par personne. Ce seuil est d'ailleurs étroitement arrimé sur le seuil national de pauvreté. Cette activité a été menée après des concertations entre les agents recenseurs et les communautés d'une part, et d'autre part entre les municipalités et les dirigeants. L'argument majeur ici est que le processus CBMS de suivi communautaire n'a pas seulement pour vocation d'évaluer la pauvreté à un moment donné, mais aussi de la mesurer au fil du temps.

Validation des résultats

Deux séminaires locaux de validation des résultats obtenus ont été organisés dans les localités de K/Ndege et Nala. Certains dirigeants des autres villages voisins ont également été sollicités par rapport à la nécessité d'une sensibilisation au sujet d'un processus CBMS de suivi communautaire et de ses résultats, lesquels ont tous révélé l'intérêt qu'il y a à mettre au point et à adopter des systèmes CBMS dans leurs régions respectives.

Activités futures

Les membres de l'équipe CBMS seront également occupés au cours des prochains mois à mener les activités ci-après :

- Finalisation de l'analyse et de la mise au point des résultats.
- Production des cartes de pauvreté, des cartes de localisation et des descriptions des zones d'intérêt de l'étude.
- Préparation des plans de développement des zones pilotes d'intervention.
- Présentation des résultats du projet aux parties prenantes aux niveaux local, communal/ régional et national.
- Finalisation du Rapport technique.

CBMS-Philippines

La Conférence du Réseau CBMS fait face à de nouveaux défis

L'Équipe de CBMS-Philippines était l'hôte de la première conférence du Réseau CBMS tenue du 15 au 17 novembre 2006 dans les locaux du Heritage Hotel à Pasay City. Cette conférence dont le thème portait sur "L'amélioration de la gouvernance et la réduction considérable de la pauvreté grâce au système CBMS" consistait en un événement jumelant la quatrième conférence nationale du Réseau CBMS-Philippines et la première Réunion annuelle internationale du Réseau CBMS.

Au moins 250 délégués dont vingt (20) chercheurs étrangers et autres parties prenantes du Réseau CBMS prenaient part à cette réunion, aux côtés de 150 planificateurs et décideurs et autres responsables politiques des différentes administrations locales et de quatre-vingt (80) représentants des agences gouvernementales, des organisations non gouvernementales, des institutions académiques et de recherche nationales et des organismes partenaires au développement. Cette conférence de trois jours parrainée par Angelo King Institute (AKI) a constitué un forum de débats interactifs et d'échanges d'expériences entre les praticiens du système de suivi CBMS, les analystes des politiques, les dirigeants politiques, les planificateurs locaux ainsi que d'autres partenaires au développement venus d'Asie et d'Afrique, sur les

applications récentes du système CBMS, les stratégies de mise en oeuvre et les questions relatives à la consolidation et à l'institutionnalisation du système CBMS.

Margarita Songco, Directeur Général Adjoint du National Economic and Development Authority des Philippines, et Dr. Nanak Kakwani, ancien Directeur et Economiste Principal du International Poverty Center du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) basé au Brésil, étaient les principaux orateurs de cette conférence.

Parmi les points saillants de cette conférence, il y a lieu d'évoquer le débat, dans le cadre d'une table ronde, sur l'institutionnalisation du système de suivi CBMS entre les parties prenantes des divers secteurs impliqués dans le processus CBMS aux échelons local et national.

Pour de plus amples informations au sujet de cette conférence, et pour l'obtention des copies des communications et autres exposés, bien vouloir consulter la rubrique CBMS sur le site Internet du Réseau PEP, à savoir : www.pep-net.org.

De nouveaux bénéficiaires du Programme CBMS-PNUD de subvention pour le développement

Le Programme CBMS-PNUD de Subvention pour le Développement, initiative de l'équipe de coordination du Réseau PEP-CBMS pris en partenariat avec la représentation du PNUD basée aux Philippines, vient d'accorder un total de P2.155 millions au second groupe de bénéficiaires de la subvention CBMS-PNUD pour le Développement, constitué d'une douzaine d'unités administratives locales (LGUs) à travers les Philippines, destinée à financer les programmes de réduction de la pauvreté dans les « barangay », tels qu'ils ont été identifiés grâce aux résultats des enquêtes menées sur le terrain dans le cadre de la mise en oeuvre du système de suivi CBMS.

Les récipiendaires de cette subvention se sont vus décerner des certificats ou des attestations de dotation par le Représentant Résident Adjoint du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) aux Philippines, Kyo Naka, qu'assistaient Corazon Urquico et Celia Reyes, respectivement responsable du portefeuille de l'autonomisation de la Cellule de Pauvreté du PNUD-Philippines, et Chef de l'Equipe de coordination du Réseau CBMS. Ce fut au cours d'une cérémonie de remise solennelle des subventions, organisée lors de la conférence du Réseau CBMS tenue le 17 novembre 2006 dans les locaux du Hertifge Hotel à Pasay City

Nouvelles MPIA

Vue d'ensemble des projets MPIA

Plusieurs nouveaux cahiers de recherche du MPIA ont été publiés, postés sur le site Web de PEP, inscrits dans des répertoires courants Eldis, SSRN, etc. (voir la liste des nouveaux cahiers de recherche plus bas). 15 projets de recherche de PEP sont actuellement en chantier et 16 sont déjà achevés. Les thématiques abordées par les chercheurs MPIA sont variées même si les chercheurs partagent en commun des méthodologies semblables. Après l'Uruguay, le Brésil et la Colombie qui furent étudiés par des chercheurs MPIA dans les années précédentes, plusieurs nouveaux projets sont en cours de réalisation en Amérique Latine (Perou, Uruguay, Equateur, Argentine). Les objectifs de millénaire sont au cœur des préoccupations actuelles qu'ils s'agissent des questions de genre, d'éducation, au de réduction de la pauvreté. Par ailleurs et comme l'on sait qu'il existe souvent une très grande disparité de revenus entre les régions d'un même pays, plusieurs chercheurs se sont attelés à cette question. Qu'il s'agisse de la Tunisie, des Philippines ou de la Chine la préoccupation centrale des chercheurs est de comprendre les impacts régionaux en termes de production, de revenu et de consommation des politiques d'ouverture suivie par ces pays. Ces problématiques sont abordées avec des méthodologies communes et diverses méthodes de micros-simulations sont aussi explorées par les chercheurs dans le cas de la Tunisie, de l'Argentine ou de l'Ethiopie. D'une façon générale on peut dire que tant du point des problématiques que des méthodologies les chercheurs MPIA développe un ensemble de connaissance qui se situent à la fine pointe des préoccupations de la communauté scientifique internationale.

Du nouveau sur le site PEP (outils de formation)

Un nouvel outil de formation pour la préparation et la manipulation des données, utilisant GAMS (General Algebraic Modeling System) Data Exchange Facility est maintenant disponible.

- Computing for Import Weighted Average Tariff Rates
- Aggregating Input-Output Table
- SAM Balancing and GAMS GDX Facility

Séjours d'étude

Au cours de l'hiver 2007, 5 chercheurs MPIA ont participé aux visites d'études financées par le Réseau PEP à l'Université Laval. Selon le dire des visiteurs, de telles visites s'avèrent très utiles dans la poursuite de leur recherche du fait qu'elles permettent la discussion avec d'autres chercheurs, facilitant ainsi la résolution de problèmes techniques qui peuvent survenir au cours d'un travail de recherche. Les visiteurs PEP à Laval ont pu bénéficier de l'expérience d'autres visiteurs doctorants également en visite Laval.

Lancement de SANEM

Le *PEP-GTAP South Asian Network on Economic Modelling* (Réseau Sud-Asiatique de Modélisation Economique du PEP-GTAP – SANEM) a procédé au lancement de ses activités le 1er janvier 2007. SANEM est essentiellement un réseau qui regroupe les économistes modélisateurs d'Asie du Sud. Il a pour but de promouvoir la production, l'échange et la vulgarisation des connaissances de base concernant la recherche dans les domaines de l'intégration régionale, la libéralisation des échanges commerciaux locaux et multilatéraux, l'environnement et la pauvreté. Il va sans dire que ces préoccupations sont d'une importance capitale pour tous les pays de l'Asie du Sud. Il a été observé que bien que ces pays comptent un bon nombre d'économistes modélisateurs, il n'existe aucun véritable réseau qui encourage la collaboration entre les uns et les autres d'une part, et la vulgarisation des résultats de leurs travaux de recherche d'autre part. Par conséquent, une bonne partie des travaux de recherche effectués par ces économistes est rarement partagée - quand elle ne passe simplement pas inaperçue - non seulement par d'autres modélisateurs, mais aussi par les décideurs et responsables politiques auxquels ces travaux sont pour la plupart destinés en fin de compte. Le Réseau SANEM envisage par conséquent de mettre en contact, non seulement les économistes modélisateurs, mais aussi les décideurs et responsables politiques, les enseignants, les étudiants, les institutions de recherche, les organisations non gouvernementales (ONG) et les autres parties prenantes intéressées par les questions susmentionnées en ce qui concerne l'Asie du Sud. La caractéristique la plus marquante de SANEM est le fait que les Réseaux PEP et GTAP ont tous deux décidé de s'impliquer totalement dans ce Réseau. Point n'est besoin de relever que ces deux Réseaux sont bien connus à travers le monde comme des réseaux d'économistes modélisateurs. De nombreuses activités seront menées dans le cadre de SANEM, entre autres l'octroi de subventions de recherche, l'organisation de séminaires et ateliers d'orientation au niveau régional, de conférences annuelles, de programmes de formation, de visites et/ou voyages d'études, ainsi que la publication d'ouvrages, de cahiers de recherche, de prospectus et de bulletins d'informations.

Nouvelles PMMA

Vue d'ensemble des projets PMMA

Avec à son actif 28 **Cahiers de Recherche** publiés jusqu'à maintenant et de nombreux autres à paraître, **14 propositions de recherche en cours (et 25 projets achevés)**, le sous-réseau PMMA continue de s'étendre. La couverture géographique actuelle est assez importante – 8 projets en Afrique, 5 en Asie et 1 en Amérique Latine – et divers problèmes ont déjà été abordés : effets de la pauvreté inhérents aux dépenses publiques et aux impôts, analyse multidimensionnelle de la pauvreté, analyses des marchés du travail, pauvreté et répartition des revenus. En fait, les chercheurs se servent de techniques novatrices pour bien appréhender la pauvreté multidimensionnelle au Togo, au Sénégal, au Burkina Faso, au Kenya, en République centrafricaine et en Tunisie, enquêter sur les déterminants de la pauvreté spatiale en Chine, au Cameroun et au Kenya, analyser l'emploi et les salaires des femmes au Sri Lanka et en Chine, et étudier l'impact distributif de la politique fiscale, et des dépenses publiques au Vietnam, au Cameroun, en Guinée, au Pérou, au Nigeria, au Tchad et en Inde. Trois de ces projets bénéficient de l'appui du Gender Challenge Fund. Les projets PMMA qui ont été retenus au cours de l'Assemblée générale d'Addis Abéba, et qui restent en cours, se révèlent particulièrement efficaces par rapport à la satisfaction des trois conditions majeures du Réseau PEP, à savoir :

- 1) La portée de la contribution scientifique et la fiabilité de la méthodologie adoptée;
- 2) La pertinence et la fiabilité des mesures proposées;
- 3) L'équilibre en termes d'ancienneté et de composition socioéconomique des membres de l'équipe de recherche.

Visites d'étude

Durant l'hiver 2007, 7 chercheurs PMMA et 5 chercheurs MPIA ont participé à des visites d'étude subventionnées par le réseau PEP, desquelles, quatre ont eu lieu à l'Université Laval, une à l'Institut

International de Planification de l'Éducation (IIPE) à Paris, une à l'Université du Michigan, Michigan (EU) et une à l'Australian National University, Canberra (Australie).

Formation sur STATA et DAD

Du 22 au 24 avril 2007 : Abdelkrim ARAAR et Sami BIBI ont dispensé une formation, financée par la Banque Mondiale, portant sur l'analyse de la pauvreté à l'aide des logiciels STATA et DAD à Alger. Cette formation s'est déroulée au Conseil National Économique et Social (CNES). Les participants étaient les cadres du CNES ainsi que des représentants d'autres institutions rattachées au Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Nationale. Ce séminaire de formation sera complété par un deuxième qui portera sur l'analyse de la dynamique de la pauvreté et se tiendra du 12 au 16 Mai 2007. Plusieurs économistes assureront cette formation pour le compte de la Banque mondiale dont notamment Jean-Yves Duclos.

Formation sur la pauvreté multidimensionnelle et le ciblage

La Inter-American Development Bank a demandé à Jean-Yves Duclos de tenir un atelier de trois jours sur la pauvreté multidimensionnelle et le ciblage, du 1er au 3 mai 2007. Le matériel utilisé, qui a été développé en collaboration avec Abdelkrim Araar, complète celui qui est développé depuis quelque temps sur ces questions dans le cadre de l'appui scientifique au réseau PEP.

ÉVÉNEMENTS

6^e réunion générale annuelle PEP du 9 au 16 juin 2007 à Lima Pérou

Cette année, la réunion générale annuelle de PEP aura lieu pour la première fois en Amérique latine. Lima est le lieu qui a été choisi pour l'événement, qui se déroulera du 9 au 16 juin, 2007 dans les salles de l'Hôtel Sheraton. Les organisateurs locaux sont "el Grupo de Análisis para el Desarrollo" (GRADE) et la "Universidad del Pacifico" (UP). Des chercheurs du GRADE et de la UP participent au réseau PEP depuis quelques années déjà et leurs deux institutions s'unissent pour co-organiser cette 6e réunion générale annuelle. L'événement réunira plus de 200 participants invités, locaux ou étrangers lors des ateliers et conférences au programme. Voici un aperçu du déroulement de la réunion :

- 9 et 10 juin : Ateliers de formation MPIA et PMMA (MPIA : Croissance et Pauvreté, PMMA : Dynamique de la Pauvreté)
- 11 juin: Conférence internationale sur le commerce international et la pauvreté
- 12 juin : Conférence internationale sur l'atteinte des objectifs du millénaire
- 13 juin: Journée libre
- 14 au 16 juin: Réunion générale du réseau PEP (présentations de nouvelles propositions et de rapports finaux)

En plus des ateliers de formation et les réunions PEP, une innovation cette année consiste en deux conférences de politiques qui seront organisées dans le but de permettre aux chercheurs PEP et invités de présenter leurs travaux et discuter avec des représentants d'autres institutions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, que ce soit des fonctionnaires publics ou des politiciens de premier niveau de la région. Ces rencontres leur donneront l'occasion d'échanger et de convenir des actions à prendre en termes de politiques de réduction de la pauvreté, des objectifs du millénaire et du commerce international. Des chercheurs de grande réputation tels que Jere Behrman et Nora Lustig figureront parmi les présentateurs.

En plus du financement du Centre de recherche pour le développement international (CRDI), principal subventionnaire du réseau PEP, l'événement pourra compter sur l'appui financier de la "Banco Interamericano de Desarrollo" (BID) (Inter-American Development Bank), la "Corporación Andina de Fomento (CAF), le "Ministerio de Economía y Finanzas del Perú" (Ministère d'Économie et de Finances), el "Programa de la Naciones Unidas para el Desarrollo - México (PNUD-MEXICO; Programme des Nations-Unies pour le Développement) ainsi que la "Red sobre Desigualdad y Pobreza (NIP) (Network on Income and Poverty).

Les chercheurs PEP dans les conférences internationales

La dissémination des résultats des chercheurs fait partie des objectifs fondamentaux du réseau PEP qui ne ménage aucun effort pour apporter un appui financier aux activités subséquentes. Le fait le plus marquant est celui de financer la participation des chercheurs aux conférences internationales. Cette participation contribue au rayonnement international, aussi bien des chercheurs que du réseau PEP. Plusieurs chercheurs PEP ont présenté leurs recherches dans plusieurs conférences internationales renommées regroupant des décideurs, académiques et autres intervenants dans le débat international sur la réduction de la pauvreté.

Conférence internationale sur l'Insertion, l'Emploi et la Pauvreté en Uruguay

Maria Inés Terra Ortiz, professeur et chercheur de la University of República, Montevideo, Uruguay, a pris part à la conférence organisée le 12 décembre 2006, à Montevideo, par la Banque Centrale de l'Uruguay. Cette conférence a rassemblé un auditoire pluriel et varié, constitué d'étudiants, de professionnels, de fonctionnaires, de décideurs et responsables politiques et de journalistes venus de divers horizons. La faible participation des membres des syndicats professionnels à cette conférence a toutefois été relevée. Les principales conclusions de cette conférence largement couverte par les médias ont été publiées dans différents journaux, et de nombreux programmes télévisés radiodiffusés ont fait l'écho des travaux de cette rencontre. Des mémoires relatifs aux principaux points saillants et aux résolutions et recommandations des trois exposés théoriques ont été distribués à tous les participants. Ces mémoires avaient auparavant été envoyés au commentateur de la table ronde.

Congrès annuel du Centre for the Study of African Economies (CSEA)



Quelques chercheurs PEP ont participé au congrès annuel du CSEA qui a eu lieu du 18 au 20 Mars 2007 au Collège St-Catherine à Oxford, au Royaume Uni. (<http://www.csaee.ox.ac.uk/conferences/2007-EDiA-LaWBiDC/prog-details.asp>).

Luc NEMBOT, *Impact of Equivalence Scales on the Spatial Distribution of Poverty in Cameroon: A dynamic Approach*, co-auteurs : Nguetse, P T ; Makoudem, M T ; Kamdem, C B.

Paul NINGAYE, *La pauvreté multidimensionnelle au Cameroun : Sa répartition spatiale, ses déterminants*, co-auteur : Laurent NDJANYOU.

Souleymane Sadio, Diallo, *Trade Openness and Income Distribution in Côte d'Ivoire: Simulation with a CGE Dynamic Model*, co-auteurs : Seydou, K ; Monan, K.

Congrès annuel de l'Association Canadienne d'Économique (ACE)

Le 41ème congrès annuel de l'Association Canadienne d'Économique (ACE) aura lieu du 31 Mai au 3 juin 2007 à l'Université Dalhousie, Halifax, Canada. Les papiers des chercheurs affiliés au PEP qui ont été sélectionnés pour ce congrès seront présentés lors de sessions jointes, PEP/CDSG, avec le groupe canadien d'études en développement (Canadian Development Study Group).

Plusieurs chercheurs du PEP en dehors du Canada ont reçu un financement pour présenter les résultats de leur projet recherche financé par PEP, notamment :

Erwin Corong, Philippine tariff reduction program: Poverty effects insights from a CGE analysis, co-auteur: Caesar B. Cororaton

Deanna M. Dolor, Labor supply responses to adverse shocks under credit constraints : Evidence from Bukidnon, Philippines, co-auteurs: Hazel Malapit, Jade Eric Redoblado, Jasmin Suministrado

Milu Muyanga, Measurement of transient and chronic household poverty: Evidence from rural Kenya, co-auteurs: Miltone Ayieko et Mary Bundi.

Sudip K. Sinha, Is the value added tax reform in India Pro-Poor: An analysis of data from two major states, co-auteurs: Ajitava Raychaudhuri et Poulomi Roy.

Séjours d'étude

Une fois leur rapport intérimaire approuvé, les équipes PEP subventionnées sont invitées à soumettre la candidature d'un de leurs membres à participer à un séjour d'étude de trois semaines au sein de l'institution de leur choix. Le but de ce séjour d'étude est principalement de fournir au chercheur l'appui scientifique et un cadre de recherche idéal pour achever la première ébauche du rapport final de l'équipe.

En 2007, PEP a subventionné les visites d'études pour les personnes suivantes.

Akoété Ega Agbodji – MPIA, Togo (Université Laval) 14 janvier au 3 février 2007

Carmen Estrades – MPIA, Uruguay (Université Laval) 26 janvier au 18 février 2007

Cuong Nguyen Viet – PMMA, Vietnam (Australian National University, Australia) 15 février au 8 mars 2007

Dia Bernadette Kamgnia – MPIA, Cameroun (Université Laval) 2 au 24 mars 2007

Djoke Kossi Agbéviade - PMMA, Togo, (Université Laval) 21 janvier au 3 février 2007

Faïcel Zidi – MPIA, Tunisie (Université Laval) 16 mars au 7 avril 2007

Jane Mariara – PMMA, Kenya (Université Laval) 16 mars au 7 avril 2007

Nisha Arunatilake, PMMA, Sri Lanka (IIEP, Paris, France) 4 au 23 février 2007

Quang Tuan Bui – MPIA, Vietnam (Université Laval) 3 au 24 février 2007

Sékou Falil Doumbouya – PMMA, Guinée (Université Laval) 23 février au 17 mars 2007

Xiaohua Li, PMMA, China (Michigan University, Ann Arbor, MI, USA), 4 au 25 janvier 2007

Pour aider l'équipe CIRPEE-Laval à fournir du soutien aux chercheurs PEP en visite à l'Université Laval, les personnes suivantes ont été invitées à rejoindre l'équipe pendant des périodes de trois à neuf semaines:

- **Aissatou Diop** - chargée des Affaires administratives, Sénégal, du 5 janvier au 20 mars 2006
- **Ismael Fofana** - personne ressource, Sénégal, du 5 janvier au 19 mars 2006

Évènements hors PEP

Une liste d'événements hors du réseau PEP constamment mise à jour et d'intérêt pour PEP et pour d'autres chercheurs dans le domaine de l'analyse de la pauvreté, est disponible sur le site Web de PEP.

NOUVELLES SUBVENTIONS DE RECHERCHE

Suite à la 6e réunion générale de juin 2007 à Lima, de nouvelles subventions de recherche seront accordées. Les équipes récipiendaires reçoivent une subvention de 20,000\$CAN, en plus du financement nécessaire pour assister à une réunion générale PEP, à un séjour d'étude, à une conférence internationale et pour organiser une conférence nationale. La liste des nouveaux récipiendaires vous sera communiquée dans notre prochain INFO-PEP.

NOUVEAUX CAHIERS DE RECHERCHE

Vingt nouveaux cahiers de recherche ont été publiés depuis la dernière parution d'Info-PEP, dont six du réseau MPIA et treize du réseau PMMA.

MPIA

Chitiga Margaret, Ramos Mabugu, Does Trade Liberalisation Lead to Poverty Alleviation? A CGE Microsimulation Approach for Zimbabwe

Mabugu, Ramos, Margaret Chitiga, Textiles Protection and Poverty in South Africa

Sugata Marjit, Saibal Kar, The Urban Informal Sector and Poverty : Effects of Trade Reform and Capital Mobility in India

Rizwana Siddiqui, Modelling Gender Dimensions of the Impact of Economic Reforms in Pakistan

Abdoulaye DIAGNE, François Joseph CABRAL, Fatou CISSE, Mamadou DANSOKHO, Samba BA, Politiques commerciales, intégration régionale, pauvreté et distribution de revenus au Sénégal

Manson Nwafor, Adeola Adenikinju, Kanayo Ogujiuba, The Impacts of Trade Liberalization on Poverty in Nigeria: Dynamic Simulations in a CGE Model

Ramos Mabugu, Chitiga Margaret, Poverty and Inequality Impacts of Trade Policy Reforms in South Africa

PMMA

Oyekale, Abayomi Samuel, Adetola Ibidunni Adeoti, Tolulope Olayemi Oyekale, Measurement and Sources of Income Inequality among Rural and Urban Households in Nigeria

Borel Anicet FOKO TAGNE, Francis Ndém and Rosine Tchakoté, Pauvreté et inégalités des conditions de vie au Cameroun : Une approche micro multidimensionnelle

Ningaye Paul, Hilaire Nkengfack, Marie Antoinette Simonet and Laurentine Yemata, Diversité ethno-culturelle et différentiel de pauvreté multidimensionnelle au Cameroun

Luc NEMBOT NDEFFO, Ngangue NGWEN, Pierre Joubert NGUETSE TEGOUM, Cyrille Bergaly KAMDEM and Marianne MAKOUDEM, Impact des échelles d'équivalence sur la répartition spatiale de la pauvreté au Cameroun : Une approche dynamique

Mohamed Ayadi, AbdelRahmen El Lahga, Naouel Chtioui, Pauvreté et inégalités en Tunisie : Une approche non monétaire

Frikkie Booyesen, Ronelle Burger, Gideon Du Rand, Michael von Maltitz and Servaas Van der Berg, Trends in Poverty and Inequality in Seven African Countries

Abdelkrim Araar, Poverty, Inequality and Stochastic Dominance, Theory and Practice: The Case of Burkina Faso

Boèvi Kouglo LAWSON BODY, Kokou BANINGANTI, Etsri HOMEVOH, Etse Adjo LAMADOKOU, Analyse comparative de l'état de pauvreté et d'inégalité au Togo : une approche multidimensionnelle basée sur l'indice de richesse

Nakar DJINDIL Syntiche, Tabo Symphorien NDANG, TOINAR Mogota Anatole, A qui profitent les dépenses sociales au Tchad? Une analyse d'incidence à partir des données d'enquête

Shi Li, Pingping Wang and Ximing Yue, The Causes of Chronic and Transient Poverty and Their Implications for Poverty Reduction Policy in Rural China

Rim Chatti, AbdelRahmen El Lahga, A Note on the Contribution of Sectoral Natural Population Growth to the Aggregate Poverty Change: Evidence from Bangladesh, Mongolia and Nicaragua

Oumar Diop DIAGNE, Ousmane FAYE, Salimata FAYE, Le noyau dur de la pauvreté au Sénégal

Ajitava Raychaudhuri, Sudip Kumar Sinha, Poulomi Roy, Is the Value Added Tax Reform in India Poverty-Improving? An Analysis of Data from Two Major States

Milu Muyanga, Miltone Ayieko, Mary Bundi, Transient and Chronic Rural Household Poverty: Evidence from Kenya

PORTRAITS

Swapna Mukhopadhyay, India



Swapna Mukhopadhyay est un ancien Professeur d'Economie du Institute of Economic Growth (Institut pour la Croissance Economique - IEG), et par ailleurs ancien Directeur du Institute of Social Studies Trust (ISST), basée à New Delhi, en Inde. Actuellement Chercheur/Professeure Associée au National Institute of Public Finance and Policy (Institut National des Politiques et de la Finance Publique) en Inde, elle manifeste beaucoup d'intérêt pour la recherche dans divers aspects du développement – dans lesquels elle compte également de nombreuses publications - en particulier dans les domaines de la pauvreté, des changements technologiques et des questions relatives au genre. Elle s'est également intéressée aux activités de recherche sur le terrain, toujours dans les domaines susmentionnés. Swapna est titulaire d'un doctorat en Economie obtenu au Massachusetts Institute of Technology et, au fil des ans, elle s'est de plus en plus impliquée dans la recherche pluridisciplinaire.

En plus des articles qu'elle publie dans diverses revues spécialisées,

elle a écrit, révisé et publié les ouvrages intitulés: 'The Poor in Asia : Productivity-raising Programmes and Strategies' (edited (Les pauvres en Asie : Des programmes et des stratégies visant à accroître la productivité.). UN-APDC. 1985 ; 'Rural Non-Farm Sector in Asia' (Le secteur rural non agricole en Asie (co-édité avec Chee Peng Lim) UN-APDC, 1985 ; 'Poverty, Gender and Reproductive Choice : An Analysis of Linkages' (Analyse des rapports entre la Pauvreté, le genre et les options en matière de reproduction, co-publié avec R. Savitri), Manohar Publishers and Distributors. Une analyse faite par New Delhi, India. 1998 ; 'In the Name of Justice : Women and Law in Society' (edited). Au nom de la Justice: Femmes et Législation dans la Société' (co-publié avec Rajib Nandi, Jyotsna Sivaramayya et Madhurima Nandy), Institute of Social Studies Trust. 2001 ; 'Tracking Gender Equity Under Economic Reforms : Continuity and Change in South Asia' (Suivi de l'évolution de l'égalité des sexes sous l'effet des réformes économiques: Continuité et changements en Asie du Sud (co-publié avec Ratna Sudarshan). Kali for Women. New Delhi, India. 2003 ; 'Information and Communication Technology and Gender' (les Technologies de l'Information et de la Communication et le Genre, co-publié avec Vinay B. Kamble), Department of Science and Technology (Département des Sciences et des Technologies), Gouvernement indien. 2006 ; et 'The Enigma of the Kerala Woman : A Failed Promise of Literacy' (edited) (l'Enigme de la femme Kerala: une promesse d'alphabétisation non tenue (édité). Social Science Press, India and Berghahn Books, New York. A paraître en juin 2007.

Dr. Mukhopadhyay s'est associée aux activités du Réseau PEP depuis la création de ce dernier. Aux côtés de ses collègues de PEP, elle a joué un très grand rôle en instituant le Gender Challenge Fund (GCF) au sein du Réseau PEP. Ce fonds GCF qui est la toute première des Initiatives Communes de Recherche (JRI) au sein du Réseau PEP, avait d'abord démarré grâce à un transfert de fonds de la part du Gender Network Programme qui bénéficie de l'appui financier du CRDI et qu'elle dirige au sein de Institute of Social Studies Trust (ISST) pour pouvoir financer en partie les trois premiers projets axés sur les questions relatives au genre et mis en œuvre dans le cadre des activités du Gender Challenge Fund (GCF). Elle a par la suite contribué à superviser et à assurer le suivi, jusqu'au terme de leur exécution, de ces projets et de nombreux autres projets ultérieurs du Fonds. Dr. Mukhopadhyay est actuellement membre du Sous-comité PMMA et Présidente du Comité de Pilotage du Réseau PEP.

André Lemelin, Canada



Né à Québec, André Lemelin obtient une Maîtrise en sciences sociales (Économique) de l'Université Laval et un Ph. D. en économie de l'Université Harvard (Cambridge, Mass.). Revenu à l'Université Laval en 1978 comme professeur au Département d'économie, il part à Montréal en 1983 pour se joindre au centre Urbanisation, Culture et Société de l'Institut National de la Recherche Scientifique (INRS, Université du Québec), où il est toujours.

André commence à s'intéresser à la modélisation économique dès 1969, au sein de l'équipe du professeur Tadek Matuszewski, où s'élabore le modèle intersectoriel (input-output) du Québec. À partir de 1990, il collabore étroitement avec le professeur Pierre Fréchette à l'application des modèles d'équilibre général calculable (MÉGC) aux régions de Québec et de Montréal. Invité par le professeur Bernard Decaluwé, il se lance en 2000 dans l'aventure du développement d'un gros MÉGC bi-régional (Québec-reste du Canada) pour le Ministère des finances du Québec, avec l'appui de l'Institut de la Statistique du Québec (ISQ). Un autre projet avec l'ISQ démarre en 2003 : avec son partenaire Pierre Mainguy, André conçoit une méthode d'estimation du produit intérieur brut des régions administratives et métropolitaines du Québec. En 2006, il est accueilli au Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), à Paris, où il travaille sur un marché international d'actifs financiers pour le modèle MIRAGE.

Parallèlement, André Lemelin se consacre à l'enseignement des méthodes quantitatives appliquées aux études urbaines et régionales. Il donne des cours à l'INRS, ainsi qu'à l'étranger, notamment dans le cadre d'une longue collaboration avec la Benemérita Universidad Autónoma de Puebla (Mexique), et il publie un manuel en espagnol. Il apprend aussi l'espagnol (qu'il ne prétend pas maîtriser).

André fait officiellement partie du réseau PEP depuis octobre 2006, comme leader adjoint du MPIA pour l'Amérique Latine. Malgré son arrivée récente au sein de PEP, il espère pouvoir contribuer à l'appui donné aux jeunes modélisateurs par le réseau.

A PROPOS DE PEP

Invitation à soumettre des propositions

Les propositions de recherche peuvent être soumises au réseau PEP en tout temps. Les propositions soumises avant le **30 novembre 2007** seront considérées pour présentation à la réunion de juin 2008. Pour plus d'informations, consulter "Call for Proposals" sur le site Web.

Un comité de présélection analyse les propositions afin de déterminer si elles sont complètes et éligibles pour financement, informe les chercheurs du statut de leur proposition et, dans certains cas, fournit quelques réactions sur les propositions elles-mêmes. Trois à quatre mois approximativement avant chaque réunion de PEP (mars 2008), un comité de sélection choisit les meilleures propositions de recherche en termes de contribution scientifique, de pertinence au point de vue des politiques, de concordance avec les domaines thématiques de PEP et de faisabilité. Ces équipes sont alors invitées à présenter et discuter de leurs propositions lors de la réunion. Compte tenu du fait qu'il est presque toujours nécessaire de réviser et de resoumettre les propositions une ou plusieurs fois avant qu'elles ne soient acceptées pour présentation à une réunion de PEP, nous encourageons les chercheurs intéressés à soumettre leur proposition dès que possible. De plus, les équipes de recherche sont fortement encouragées à soumettre leur proposition et les documents qui les accompagnent directement sur le site web de PEP (www.pep-net.org).

Autres subventions PEP

On rappelle à tous les chercheurs PMMA/MPIA qu'ils peuvent faire une demande de financement additionnel, fourni sur une base compétitive, dans les cas suivants :

- Pour permettre à un membre junior des équipes de recherche PMMA/MPIA de participer à une réunion PEP pour la présentation du rapport final de l'équipe.
- Pour la participation d'un membre de l'équipe PMMA/MPIA à un atelier de formation, voyage d'étude ou, suite à l'approbation du rapport final, pour présenter leur recherche subventionnée par PEP lors d'une conférence internationale.
- Pour organiser une conférence nationale afin de partager les résultats de leur recherche avec les décideurs de leur pays.

Les détails sont fournis dans le Manuel de subventions, qui est disponible par un lien sur la page d'accueil du site web de PEP.

Outils de recherche de littérature en ligne

Notre subventionnaire, le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) offre à tous les chercheurs financés par PEP des outils de recherche en ligne avec accès intégral aux articles de périodiques.

Un Bref Tour d'Horizon du Réseau (PEP)

Vision du Réseau PEP : Un monde dans lequel les chercheurs des pays en développement contribuent considérablement aux efforts de perception et de lutte contre la pauvreté dans le monde.

Le Réseau de Recherche Politiques Économiques et Pauvreté (PEP) regroupe les chercheurs des pays en développement travaillant dans le domaine de la réduction de la pauvreté et leur procure un appui financier. La gestion de PEP est assurée par trois principaux partenaires :

- Angelo King Institute for Economic and Business Studies (AKI), De La Salle University, Philippines
- Le Centre Universitaire sur le Risque, les Politiques Economiques et l'Emploi (CIRPEE), Université Laval, Canada
- Le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES), Université Cheikh Anta Diop, Sénégal.

Il comprend trois sous-réseaux, à savoir :

- Modélisation et Analyse d'Impacts des Politiques (MPIA) ;
- Suivi, Mesure et Analyse de la Pauvreté (PMMA) ;
- Systèmes de Suivi Communautaire de la Pauvreté (CBMS).

L'équipe PEP

L'équipe PEP est composée de trois bureaux administratifs (Manille, Dakar, Québec), d'un comité d'organisation et d'un certain nombre de personnes ressources de partout dans le monde.

Du nouveau au sein du personnel du réseau PEP

MPIA et PMMA

Compte tenu du poids de toutes les activités du Réseau PEP, son Bureau pour l'Afrique a récemment procédé au recrutement de Awa Diop comme Assistante administrative. Cette nouvelle assistante qui justifie de compétences certaines en relations internationales, est par ailleurs titulaire d'un Master's Degree In International Business and Languages qu'elle a obtenu à l'Université de la Sorbonne-Nouvelle à Paris. Comme Aissatou, elle parle quatre langues, à savoir: l'Anglais, le Français, l'Espagnol et le Wolof, ce qui est très utile pour le Réseau PEP qui est en train de s'étendre sur l'Amérique Latine! Le rôle d'Awa Diop consistera à contribuer à l'organisation de la réunion annuelle 2007 du Réseau PEP, à assister Aissatou dans ses tâches administratives courantes au niveau du Bureau PEP Afrique, et à assurer le suivi des propositions et des projets du Réseau PEP.

Site Internet PEP

En tant que membre du réseau PEP, vous êtes parmi plus de 5000 décideurs, chercheurs, représentatifs de la société civile et autres personnes intéressées par la réduction de la pauvreté qui interagissent et réseautent via le site PEP. Afin que nous puissions partager nos appels de propositions et bulletins d'information avec vous, il est très important de toujours garder vos informations personnelles à jour sur le site. Pour ce faire, suivez ces quelques étapes:

1. Ouvrez une session PEP (www.pep-net.org);
2. Branchez-vous avec votre nom d'utilisateur et votre mot de passe (si vous avez oublié votre nom d'utilisateur et/ou votre mot de passe, cliquez sur le lien "Forgot your password or username?" et suivez les instructions).
3. Cliquez sur My profile et ensuite sur Update personal information;
4. Mettez à jour vos informations et cliquez ensuite sur le bouton "Update my information".

Merci de votre collaboration et n'hésitez pas à communiquer avec nous à pep@ecn.ulaval.ca si vous avez des questions.

Équipe d'édition

John Cockburn, co-directeur, jcoc@ecn.ulaval.ca

Evelyne Joyal, secrétaire de gestion, evelyne.joyal@ecn.ulaval.ca

Thérèse Priso, traductrice, linguaconsult2000@yahoo.com

Pour plus de nouvelles ou pour s'abonner en ligne, visitez: <http://www.pep-net.org>

Si vous avez des nouvelles que vous aimeriez partager, veuillez transmettre cette information par courriel (pep@ecn.ulaval.ca), et nous la publierons avec plaisir dans la prochaine édition d'INFO-PEP.

Acheminez ce bulletin d'informations à d'autres collègues intéressés

Rappel : Afin que nous puissions vous contacter, nous vous invitons à mettre à jour vos données personnelles (My profile / Update personal information) sur le site Web de PEP (www.pep-net.org). Vous pouvez aussi sélectionner les adresses électroniques auxquelles vous aimeriez recevoir les annonces de PEP et PEP-TALK en cochant «Authorize PEP mail» . Si vous ne voulez plus faire partie de cette liste d'adresses, veuillez désélectionner la boîte "I want to receive the PEP-Talk (Bi-Annual Newsletter)".

Le réseau PEP est subventionné par :



- Le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) dans le cadre de son programme Mondialisation, croissance et pauvreté. Pour plus d'information sur le CRDI, visitez www.idrc.ca.



Canadian International Development Agency Agence canadienne de développement international

- L'Agence canadienne de développement international (ACDI). Pour plus d'information sur l'ACDI, visitez www.acdi-cida.gc.ca.



- L'Australian Aid Agency (AusAID). Pour plus d'information sur AusAID, visitez www.ausaid.gov.au.